

QUO VADIS, CATALOGNE ? AU-DELÀ DU SPECTACLE MÉDIATIQUE

JEAN-JACQUES KOURLIANDSKY *



La Catalogne espagnole occupe une place inusitée dans les médias depuis plusieurs mois. La conjoncture porteuse d'émotions et de spectacle est de celles qui trouvent naturellement une place de choix dans la sélection des informations privilégiées par les chaînes dominant les écrans pour construire un récit séduisant¹.

La Catalogne vit en effet au rythme d'événements émotionnels de plus en plus contradictoires et conflictuels : manifestations indépendantistes de masse et contre-manifestations tout aussi suivies, élections cristallisant une bipolarisation critique de la société, contournements répétés de l'esprit des lois par les gouvernants de Madrid et de Barcelone, dilution par les différentes options nationalistes des marqueurs idéologiques de droite et de gauche.

Le visionnage de ces images présentant souvent de façon réductrice une réalité complexe oriente le consommateur vers des conclusions qui ont le mérite de la simplicité, mais qui ne permettent pas de comprendre les raisons du contentieux. Le spectateur s'étonnera de la perpétuation en Europe d'un tribalisme d'une autre époque et relevant de dynamiques africaines ou moyen-orientales. Il compatira au

* CHERCHEUR À L'IRIS.

¹ Voir Guy Debord, *La Société du spectacle* ; Christian Salmon, *Storytelling*, Paris, La Découverte, 2007.

drame des Catalans, qu'il connaît pour avoir passé des vacances à Barcelone et sur la Costa Brava. Il s'inquiétera d'un affrontement « ethnique » susceptible de dégénérer en violences comme en Irak, en Syrie ou en Bosnie-Herzégovine. Il déplorera, ou s'en félicitera, le dépassement du clivage entre droite et gauche reflété par les reportages au jour le jour.

Remettre le spectacle à la place qui est la sienne suppose de poser la question catalane espagnole sous une autre forme, faisant appel à la raison critique. L'exercice plus risqué et exigeant pourrait être mis en images. Comme cela était le cas avant les bouleversements du paysage audiovisuel, avec une émission, populaire et intelligente, comme *Cinq colonnes à la une*.

L'objet de l'article est de permettre une réflexion allant au-delà de l'émotion, portée par des formules passe-partout. Il ne prétend pas apporter une réponse universelle. Et se prête donc et volontiers au débat contradictoire.

Quatre questions sont proposées à l'observateur rationnel, un tant soit peu curieux des tenants et des aboutissants du dossier catalan espagnol.

40

– La crise entre Madrid et Barcelone est-elle la conséquence de malentendus conjoncturels ?

– La crise entre Madrid et Barcelone est-elle inscrite dans l'histoire, celle d'un peuple injustement privé de son droit à l'autodétermination ? En d'autres termes, le peuple catalan existe-t-il ? Comment comprendre les divisions d'opinion reflétées par les élections et les manifestations ? Comment comprendre que le peuple catalan réagisse de façon différente en Espagne et en France ?

– Cette crise « nationale » est-elle unique en Europe ? La réponse à cette question en appelle une autre. Quel est le dénominateur commun éventuel à ces contentieux infra-étatiques ?

– Une autre région espagnole à différence culturelle marquée, le Pays basque, privilégie une autre dynamique affirmative, respectueuse du cadre institutionnel espagnol. Comment comprendre cette différence ?

Les réponses à ces différentes questions permettront d'avancer un certain nombre de pistes explicatives et de les hiérarchiser. Exercice risqué, mais sans prétention dogmatique, et soumis à débat et critique contradictoires.

La crise catalane est-elle conjoncturelle ?

De toute évidence, elle a dévissé sous l'effet d'éléments conjoncturels qui peuvent se décomposer de la façon suivante.

QUO VADIS, CATALOGNE ? AU-DELÀ DU SPECTACLE MÉDIATIQUE

Le Parti populaire, formation de droite, a emporté les élections générales espagnoles de 2011, avec une majorité absolue, porteuse de tensions avec l'exécutif catalan. Dans l'opposition au parti PSOE (socialiste), alors au pouvoir de 2006 à 2011, le Parti populaire avait contesté devant les tribunaux les concessions à ses yeux injustifiées accordées à la communauté régionale de Catalogne. Cette région, dirigée alors par un président socialiste (du PSC), en alliance avec la coalition ICV (Verts-ex-communiste d'IC)², et le parti indépendantiste Gauche républicaine de Catalogne (ERC), avait élaboré un nouveau statut d'autonomie. Ce statut avait été adopté par référendum en Catalogne, résultat sanctionné par le vote des députés du Parlement catalan, et celui des Congrès des députés espagnols. Il prétendait approfondir le compromis de la transition démocratique ayant permis la renaissance de l'autonomie catalane, sous la forme de la « Généralité ». Se définissant comme « catalaniste », ce statut prétendait consolider une voie nationale catalane, non indépendantiste, et fédéralisante³. Le Tribunal constitutionnel espagnol a considéré qu'un certain nombre des points contestés par le PP l'étaient à juste titre⁴. En particulier celui de définir la Catalogne comme une nation dans la nation espagnole. Contesté dans l'un de ses aspects fondamentaux, le statut avait ainsi été défiguré. Le PP avait tiré de cette intransigeance à l'égard de la région catalane un gain électoral dans les autres régions d'Espagne. Ces gains, relevant de l'opportunité électorale, croisaient par ailleurs la culture centralisatrice traditionnelle de la droite espagnole⁵.

Le parti nationaliste catalan de centre droit, CiU (Convergence et union), avait parallèlement remporté les élections régionales catalanes de 2012. Ce parti, jusque-là, avait privilégié le marchandage avec le parti majoritaire à Madrid, tantôt donc avec le PSOE tantôt avec le PP, afin d'obtenir des concessions de la part du pouvoir central, à savoir de nouvelles compétences et/ou une enveloppe financière. Cette demande était d'autant plus pressante que le nouveau gouvernement

² ICV, Iniciativa per Catalunya Verds, est issue d'un long processus de convergences engagé à partir de 1987 entre le PSUC, le PCC, les Verts et d'autres petits groupes de gauche.

³ Pour une définition du catalanisme, lire Rafael Jorba, en particulier « Catalanisme o Nacionalisme », Barcelone, nou mil·lenni, 2004.

⁴ Josep Borrell fait à juste titre remarquer que ce problème aurait pu/dû être anticipé avec une gestion différente du calendrier d'approbation, in *Las cuentas y los cuentos de la independencia*, Madrid, La Catarat, 2015.

⁵ Voir Santos Julia, *Historia de las dos España*, Madrid, Taurus, 2005.

catalan de CiU avait adopté des mesures d'austérité financière érodant la couverture sociale accordée aux plus modestes. En dépit du coup de pouce aux élections générales accordé par CiU au PP, Mariano Rajoy, président du gouvernement espagnol, a refusé toute concession financière. Il est vrai que l'Espagne était à ce moment-là durement touchée par la crise des années 2008 et sous pression de l'Union européenne. Les marges de manœuvre financières d'un Mariano Rajoy, déjà hostile par principe, étaient extrêmement limitées. Artur Mas, pour desserrer l'impasse budgétaire catalane et désarmer la montée du mécontentement social a rompu avec l'idéologie historique de son parti. Il a basculé du nationalisme vers l'indépendantisme, encouragé les manifestations massives offrant aux Catalans un bouc émissaire à leurs problèmes : Madrid et l'État espagnol. Tous deux identifiés comme acteurs d'une spoliation de la richesse et des ressources catalanes.

42

La fragmentation de la gauche espagnole et catalane a affaibli la capacité de réponse et d'action des formations progressistes. Déçu ou trompé, c'est selon, par le discours lénifiant du président Zapatero (PSOE) qui a nié la réalité de la crise de 2008, avant de prendre dans l'urgence, pressé par Bruxelles, des mesures d'austérité pesant sur les catégories moyennes, cœur de son électorat, un segment important de l'électorat de gauche a fait sécession. Les Indignés, dans un premier temps, ont occupé les places des grandes villes. Ils ont ensuite rejoint une formation nouvelle, Podemos. Podemos a centré son discours sur l'opposition nouvelle entre peuple et caste qui se substituerait à celle de droite et de gauche⁶ et sa stratégie sur le dépassement du PSOE. Très vite, la concurrence PSOE/ Podemos a imposé ses priorités. Parallèlement, les partis de gauche ont consacré une partie importante de leurs débats à des querelles portant sur les conditions éventuelles de leurs relations avec les autres formations progressistes. La gauche a ainsi perdu toute capacité de peser en propre sur les dynamiques politiques. Elle a au contraire été prise en otage par les formations en responsabilité de gouverner : la droite à Madrid et les indépendantistes à Barcelone.

La crise a-t-elle des fondements plus lointains ? Historiques ?

Le peuple catalan a-t-il été privé de son droit légitime à l'autodétermination ? Il y a un fait linguistique catalan incontestable,

⁶ Voir Chantal Mouffe, Inigo Errejon, *Construire le peuple*, Paris, Édition du Cerf, 2017.

qui dépasse la Communauté autonome de Catalogne. Du Roussillon, en France, en passant par Andorre, les Baléares et la Communauté autonome de Valence, on trouve un espace linguistique original, d'origine latine, mais différent du castillan, du français et des différentes variantes de l'occitan⁷. Cet espace, quel que soit le nom qui lui est donné, qui peut différer d'une région à l'autre⁸, présente une cohérence incontestable. Cette langue a été utilisée depuis le Moyen Âge par plusieurs générations d'écrivains de talent. D'autres formes de créativité culturelle lui sont attachées en architecture, peinture, musique sacrée et populaire, danse et plus récemment cinéma et télévision⁹.

Tout au long de cette période, la Catalogne a par ailleurs été un espace culturellement pluriel. Partie du royaume d'Espagne, ouverte sur la Méditerranée, elle a intégré des populations d'origines diverse au cours de son histoire. La bourgeoisie catalane et catalaniste a, au XIX^e siècle, développé ses activités industrielles en « important » une main-d'œuvre de langue castillane (d'Aragon et d'Andalousie) ou galicienne (de Galice)¹⁰. Par ailleurs, de nombreux Catalans ont effectué des va-et-vient professionnels dans l'Empire espagnol des Amériques. Des liens ont été alors tissés. Ils ont facilité l'ouverture des maisons d'édition barcelonaises sur l'intellectualité latino-américaine. Beaucoup d'écrivains représentatifs du réalisme magique des années 1970-1980 ont publié leurs premiers livres à Barcelone.

Cet espace culturel et linguistique n'a jamais été totalement autonome. Il a toujours été associé à un espace de souveraineté plus vaste. Dans le passé, il était intégré dans un ensemble monarchique avec l'Aragon voisin, même si Barcelone était la capitale de ce royaume. Associée au royaume de Castille, après le mariage de Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille, la Catalogne en tant que telle a conservé, comme tous les ensembles féodaux de l'époque, des droits particuliers jusqu'en 1714. Ces droits ont été abolis à ce moment-là par le premier roi espagnol de la dynastie Bourbon pour sanctionner la Catalogne qui défendait les droits de la dynastie des Habsbourg.

⁷ Il existe par ailleurs une petite enclave de langue catalane au nord de la Sardaigne.

⁸ Dans la « région » de Valence, on utilise officiellement le terme de langue valencienne.

⁹ Voir pour plus de précisions littéraires, Jordi Bonells, *Histoire de la littérature catalane*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », n° 2833, 1994.

¹⁰ Voir, sur la question migratoire le point de vue de Manuel Vázquez Montalbán, préface au livre de Antonio Figueruela, *Cataluna, cronica de una freustracion*, Madrid, Guadiana de Publicaciones, 1970.

La Catalogne au sens étroit du terme s'est vu reconnaître de façon épisodique des droits à l'autogouvernement, plus ou moins étendus, en 1911, de 1931 à 1934, 1936 à 1939 et depuis 1981¹¹.

À plusieurs reprises, une agitation particulière, porteuse de revendications au contenu diversifié, a été constatée : dynastique en 1714, comme pendant les guerres carlistes au XIX^e siècle, sociale, pendant la semaine tragique dite de Barcelone en 1909, fédéraliste en 1934, sociale à nouveau et particulariste en 1936, démocratique et autonomiste à partir de la dictature franquiste et jusqu'en 2012. Cette histoire culturelle et institutionnelle métisse a généré un discours majoritairement fédéraliste et catalaniste. La revendication d'un droit à l'autodétermination n'a été posée de façon évidente qu'à partir de 2012. Ce droit dans sa version universellement reconnue par les Nations unies s'applique aux peuples colonisés ou soumis à une politique de discrimination et d'oppression. La Catalogne n'entre dans aucun de ces deux cas de figure. Ancienne entité féodale composante du royaume d'Aragon, agrégée à la Castille pour former le royaume d'Espagne, elle n'a à aucun moment été en situation coloniale. Ses habitants, comme citoyens espagnols, ont participé comme les autres aux différentes aventures coloniales d'Afrique, des Philippines et d'Amérique. La langue, la culture et les institutions catalanes ont fait l'objet de mesures vexatoires et discriminatoires incontestables pendant la période de la dictature franquiste. L'Espagne, selon le dictateur, devait être « une, grande et indivisible ». Pourtant les revendications majoritaires à l'issue de la dictature ont généralement associé la reconnaissance de la pluralité catalane, démocratique, partisane, comme culturelle et linguistique. L'aspiration à l'indépendance est restée minoritaire. Le parti CiU, aujourd'hui indépendantiste, n'a demandé à aucun moment, de l'époque franquiste à 2012 la possibilité de recourir au droit à l'autodétermination. Seule l'ERC (la Gauche républicaine catalane) a maintenu dans ses statuts, sans en exiger l'application, le droit de la Catalogne à l'indépendance¹².

Les fluctuations identitaires et, par voie de conséquence, les v-et-vient revendicatifs constatées en Catalogne sont pour beaucoup la conséquence de l'échec en Espagne des tentatives de création d'un

¹¹ Voir Pierre Vilar, *Histoire de Catalogne*.

¹² Lire à ce sujet les différents documents et communiqués ayant acté la reconnaissance de la Généralité catalane en 1977, in Jaume Sobrequés i Callico, *El restabliment de la Generalitat i el retorn del president Tarradellas*, Barcelone, Barcanova Educacio, 1988.

État libéral. Les tentatives faites en ce sens, en 1810-1814, 1820-1823, en 1868-1874, de 1931 à 1939, ont en effet toutes échoué. L'Espagne féodale a perpétué jusqu'en 1975 une forme de gouvernement autoritaire, ne permettant aucune adhésion volontaire à un espace civique partagé. Les anciens fiefs (Andalousie, Aragon, Asturies, Castilles, Galice, Pays basque, Navarre, Valence) ont perpétué des formes de localisme historiques accentuées par le développement inégal des uns et des autres. La Catalogne, quasiment seule avec les Basques dans cet ensemble espagnol arc-bouté sur le passé, a participé à la révolution industrielle européenne du XIX^e siècle. Sa bourgeoisie, industrielle et financière, a cultivé une différence fondée sur le sentiment d'être la vache à lait d'une monarchie parasitaire et latifondiaire¹³. Aujourd'hui encore, faute de consensus, l'hymne national espagnol n'a pas de paroles. Alors que la Catalogne et le Pays basque en ont un. Et de façon récurrente, on constate ici ou là des conflits parfois violents relatifs aux symboles patriotiques nationaux espagnols ou « régionaux ». Liquide, le nationalisme espagnol est plus ouvert que d'autres à des remises en question, dans les moments de crise, qu'ils soient économiques, sociaux ou politiques¹⁴. Le logiciel indépendantiste, cultivé en serre par le nationalisme catalan de gouvernement, entre 1981 et 2012, porté par la conjoncture de crise signalée supra, a depuis exprimé ses vertus différentielles. On en trouvera parmi d'autres la défense et l'illustration dans le livre écrit par Albert Pont au seuil de cette période de basculement¹⁵.

Aujourd'hui ouverte sur l'Europe et sur le monde, l'économie catalane est tout autant présente en Espagne. L'héritage industriel et financier a créé un tissu, une culture ayant intégré les entreprises familiales locales à de grands groupes étrangers. Le discours nationaliste du parti « bourgeois » CiU permettait aux uns et aux autres de trouver dans un discours fiscal revendicatif à l'égard de Madrid un dénominateur commun. La crise a permis d'étendre ce discours de révolte fiscale à des indépendants modestes et aux salariés. Ce consensus a été rompu quand les aléas des batailles partisans

¹³ Voir, Jordi Nadal, *El fracaso de la Revolucion industrial en Espana*, Barcelone, Ariel, 1989.

¹⁴ Lire à ce sujet Jean Jacques Kourliandsky, « Espagne, la nation introuvable », in Füsün Türkmen, coord., *Turquie-Europe : le retour des nationalismes*, Paris-Istanbul, L'Harmattan, 2010.

¹⁵ Albert Pont, *Delenda est hispanic*, Barcelone, Carta Blanca Viena Edicions, 2012.

ont poussé PDeCT, parti successeur de CiU, à proclamer de façon unilatérale, hors de toute légalité et constitutionnalité, l'indépendance. Cette décision a rompu l'alliance entre les détenteurs de capitaux, la petite bourgeoisie, le salariat. Plus de 3 000 entreprises, dont certaines finançaient des associations nationalistes, ont délocalisé leur siège social, à Madrid dans leur majorité. Le patronat avait averti : oui aux baisses de charges, non à la rupture avec les marchés espagnol et européen. Par ailleurs, une partie significative des catégories moyennes a également rompu avec les compromis catalanistes et a basculé vers un vote « nationaliste » espagnol de combat. Le parti Ciutadans/ Ciudadanos est depuis décembre 2017 le premier parti de Catalogne.

La crise catalane a-t-elle un caractère exceptionnel en Europe ?

46

De toute évidence, non. Plusieurs crises ont depuis une trentaine d'années bousculé l'unité nationale de divers pays. En Europe orientale, Biélorussie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Moldavie, Ukraine se sont détachées de l'Union soviétique, plus ou moins violemment, et ont accédé à l'indépendance. En Europe centrale, Bohême et Slovaquie ont rompu à l'amiable leur présence conjointe au sein de la Tchécoslovaquie. La Yougoslavie a disparu au terme d'une cascade de guerres meurtrières pour donner naissance à la Bosnie, à la Croatie, à la Macédoine, au Monténégro, à la Serbie, à la Slovénie. Dans la partie ouest européenne, on a constaté de fortes tensions, parfois accompagnées de violences, en Belgique (revendications flamandes), en Espagne (revendications basques et catalanes), en France (revendications corses), en Irlande (revendications d'Irlande du Nord), en Italie (revendications des provinces de la plaine du Pô et du Haut-Adige-Sud-Tirol), au Royaume-Uni (en Écosse).

La crise catalane relève du cas particulier des revendications nationales d'Europe de l'Ouest. Ces revendications présentent des caractéristiques particulières. Aucune n'a abouti à une scission, à l'émergence de nouveaux États bénéficiant d'un soutien international, alors que la fin de l'URSS a été accompagnée par une reconnaissance en différé d'un printemps des peuples opprimés par un régime totalitaire. Ce principe, reconnu après la chute des Empires centraux en 1918, avait été retiré par l'Union soviétique à la plupart d'entre eux entre 1940 et 1945. Si certaines luttes indépendantistes en Europe occidentale ont été accompagnées de violences terroristes (au Pays basque, en

Irlande, en Corse), aucune n'a basculé en conflit ouvert comme dans l'ex-Yougoslavie. La réalité de peuples connaissant des modes de vie relativement confortables (en Belgique, en Espagne, en France, en Irlande, en Italie, au Royaume-Uni) et en Espagne et Italie, du moins après la chute de Mussolini et de Franco, bénéficiant de libertés inconnues en Europe centrale et orientale, a contenu l'expression de la revendication à l'autodétermination dans un contexte institutionnel.

Si l'on affine l'analyse, un autre constat doit être fait. Catalogne, Lombardie/Vénétie, Flandres et, dans une certaine mesure, Écosse relèvent de cas de figure différents de ceux de Corse ou du Haut-Adige-Tirol du Sud. Les quatre espaces territoriaux premiers cités sont dans leurs pays respectifs des régions riches. Leur aspiration à plus d'autonomie ou d'indépendance combine un double droit à la différence. Le premier, sans surprise, valorise la culture et la langue. Le second repose sur un refus de participer, comme entité plus riche, à une solidarité interterritoriale en faveur de régions moins favorisées. Ce point a été signalé supra comme facteur de basculement du parti CiU du nationalisme vers l'indépendantisme. C'est l'instrumentalisation de cet argument, fondé sur la perspective d'une baisse d'impôts et d'une meilleure utilisation pour le bien commun local d'un reliquat présenté comme injustement détourné par Madrid, qui a permis au vote indépendantiste de doubler son capital électoral à partir de 2012.

Ces glissements séparatistes ou autonomistes de régions riches dans quelques États européens coexistent avec d'autres mouvements à caractère nationaliste, anti-européen et xénophobe montés en puissance ces dernières années dans divers pays. Au-delà de leurs différences, ces formations sont porteuses de revendications interpellant l'État-nation. La crise des années 2008 a exacerbé ces demandes, qui ont trouvé un électorat inattendu en raison des réponses élémentaires proposées pour résoudre les conséquences économiques et sociales de la crise. L'absence d'autres options, l'échec de gouvernements de gauche et de droite ont créé un effet d'aubaine pour ces formations. Mais le doute identitaire, la montée en puissance financière comme idéologique de la globalisation dans toutes ses dimensions, universelles comme européennes, ont assis la légitimité d'une nouvelle hégémonie idéologique. Le mondial, l'européen sont étalons de référence. Le national a été déclassé par les tenants de la droite libérale comme anti-économique, archaïque et passéiste. Mais il l'a été paradoxalement aussi par les gauches comme anti-internationaliste, porteur de nostalgies guerrières ou, en Espagne,

franquistes. Le mal-vivre, les demandes non satisfaites par un marché global porteur de discours hégémonique global ont généré, faute d'alternative, des réponses rupturistes émotionnelles, nationalistes ou infranationalistes.

Qu'en est-il du Pays basque ?

Le cheminement particulier suivi par la revendication basque mérite un examen attentif. Les ingrédients culturels, linguistiques et économiques de cette « région » sont assez voisins de ceux décrits pour la Catalogne : une langue et une culture particulières, aucun passé historique autonome, une participation de la « région » aux aventures coloniales de l'Espagne et à son gouvernement, un appel massif à une main-d'œuvre immigrée de langue castillane au XIX^e siècle pour faire fonctionner mines de charbon, aciéries et constructions navales, une même oppression linguistique et culturelle pendant la dictature franquiste, une adhésion majoritaire à un nationalisme démocratique compatible avec l'appartenance à l'Espagne.

48

La violence de la répression franquiste, sans doute due au refus de la droite catholique locale de se rallier au coup d'État, a généré l'émergence d'une opposition armée : celle des *gudaris* pendant la guerre civile, forces armées du Parti nationaliste basque, celle, ultérieurement, d'ETA, fondée par des jeunes clandestins du PNV. Les clivages perpétués de 1936 à 1975 ne pouvaient être cicatrisés par la démocratie issue des compromis entre franquistes et opposants. Sans horizon, coupée du réel, mais auréolée par des actions d'éclat¹⁶ contre la dictature, cette violence nationaliste a été contestée au fil d'attentats de moins en moins compris et acceptés par la population¹⁷. Plusieurs branches radicales ralliées au règlement des conflits par la voie électorale ont créé des formations indépendantistes inscrivant leur combat dans la légalité.

Progressivement, le PNV a pris de dessus, en démontrant qu'il était possible d'aller vers une autonomie de plus en plus large sans recours aux mots d'ordre indépendantistes. Il a en effet négocié avec Madrid un soutien à la carte, quel que soit le parti au pouvoir, et a

¹⁶ L'attentat réussi contre le n° 2 du régime, Carrero Blanco, en 1973. (Voir le film *Opération Ogro* de Gillo Pontecorvo).

¹⁷ En particulier après l'exécution de l'ancienne dirigeante d'ETA, Yoyes, et l'attentat contre un supermarché de Barcelone. En témoigne le grand succès en 2016-2017 du roman de Fernando Aramburu, *Patria*, Tusquets, 2016.

obtenu, en échange de son appui parlementaire, un statut d'autonomie à géométrie extensive. La « région » basque a le basque comme langue officielle au côté du castillan. Tout un chacun peut donc être éduqué, soigné, jugé dans la langue de son choix. La « région » a une administration en propre assurant les services publics de sa compétence : éducation, justice, santé, police, médias. Elle lève l'impôt et négocie chaque année avec Madrid ce qui correspond aux services assurés par l'État. Le PNV a par ailleurs compris que la construction européenne lui ouvrait d'autres perspectives. Chaque délégation de compétence des États à Bruxelles, dans cette optique, réduit le différentiel souverain entre Madrid et Vitoria¹⁸. Schengen a supprimé les frontières et donc la nécessité de passer par un poste de police entre Pays basque français et Pays basque espagnol. La création de l'euro a supprimé les monnaies « nationales », espagnole (la peseta) et française (le franc). Le PNV en a tiré une leçon politique exprimée de la façon suivante par le *lendakari*¹⁹ Urkullu commentant la montée de l'indépendantisme catalan : « l'indépendantisme est une revendication du XIX^e siècle ».

Au-delà du projet politique et culturel, les choix du PNV ont aussi un fondement économique. Gouvernant en alliance avec le PSE (Parti socialiste basque), le PNV confirme les alliances forgées dans l'antifranquisme. En refusant toute coalition de gouvernement avec les nationalistes radicaux, il envoie un message de compromis aux autorités centrales et au monde des affaires. Il en attend un retour sur investissement qui lui a été jusqu'ici accordé à Madrid, tant par le PP que par le PSOE. L'économie de la région est l'une des plus florissantes d'Espagne. Le taux de chômage est le plus bas de toute l'Espagne.

Quelles conclusions, sans doute provisoires, est-il possible de tirer des quatre questions ayant conduit le fil descriptif des réalités catalanes ?

1. La conjoncture est porteuse de conflits difficiles à résoudre dans la mesure où les positionnements des acteurs politiques sont générateurs d'intolérance mutuelle durable. La violence des polémiques, les conséquences d'un recours excessif à la justice de la part

¹⁸ Capitale du Pays basque, siège du gouvernement et du Parlement.

¹⁹ Lendakari = président du gouvernement basque.

du pouvoir central, le choix de l'unilatéralité et de l'inconstitutionnalité par les indépendantistes ont saturé les capacités démocratiques.

2. La contestation émotionnelle a un rôle majeur réduisant le recours à la raison démocratique. Dans le camp nationaliste catalan, comme dans celui du nationalisme espagnol de Catalogne, drapeaux, hymnes, mots d'ordre, manifestations visent à mobiliser sur le mode des supporters de clubs de football, ce qui ici encore complique toute recherche de refroidissement du conflit afin de retrouver la voie du dialogue et du compromis démocratique.

3. L'histoire, mais cela n'a rien de particulièrement espagnol ou catalan, est instrumentalisée. Elle est censée démontrer les fondements lointains et donc la légitimité des revendications des uns et des autres.

4. Les forces de gauche sont plus spectatrices qu'actrices du conflit. Elles sont contraintes au ralliement par les forces dominantes. Ralliement au camp constitutionnaliste pour le PSC, ralliement au camp indépendantiste pour En Comu Podem. L'union de la gauche avait permis la mise en œuvre de compromis nationaux (catalanistes) et sociaux de 2006 à 2010. Deux partis de gauche « espagnols », ICV et le PSC, avaient trouvé un compromis positif de gouvernement avec une formation indépendantiste, l'ERC. Cette alliance a éclaté sous la pression judiciaire du Parti populaire. Cette fragmentation, en se perpétuant, a mis hors jeu toute option progressiste.

5. La perpétuation des blocages accentue la perspective d'un approfondissement de la crise. La reprise économique est compromise. Les centres de décision entrepreneuriaux ont quitté de façon massive la « région ». Le pacte élite économique-catégories moyennes est de fait rompu. Une partie des classes moyennes et populaires, victimes de la crise, sont en situation de radicalisation antagoniste : soit vers le centralisme radical, soit vers l'indépendantisme pur sucre. Seul bémol, la Catalogne n'est pas le Kurdistan. Ni les uns ni les autres n'envisagent un recours aux armes.

6. Les autorités nationalistes basques, fortes de leur expérience de gouvernement positive, pourraient aider à construire une sortie de crise, en positif. Mais cela est-il encore possible avec Mariano Rajoy (PP), Premier ministre, Carles Puigdemont, leader en fuite du camp indépendantiste, et la montée en puissance à Barcelone comme à Madrid d'un parti centraliste fondamentaliste, Ciudadanos/ Ciudadans ?

Résumé:

Depuis plusieurs mois, la Catalogne vit au rythme d'événements émotionnels de plus en plus contradictoires et conflictuels. L'objet de l'article est de permettre une réflexion allant au-delà de l'émotion. Quatre axes ont été retenus : 1) La crise entre Madrid et Barcelone est-elle le fruit de malentendus conjoncturels ? ; 2) Un peuple catalan existe-t-il ? ; 3) Cette « crise nationale » est-elle unique en Europe ? ; 4) Le Pays basque privilégie une autre dynamique, respectueuse du cadre institutionnel espagnol. Comment comprendre ce différentiel ?

